

Angela Davis



Le complexe industrialo–carcéral

Discours prononcé à la SOAS (School of Oriental and African Studies),

à Londres, le 13 décembre 2013.

Lorsque cette rencontre pour le boycott de la multinationale de sécurité G4S a été organisée, nous ignorions qu'elle allait coïncider avec la mort de Nelson Mandela et la série d'hommages qui lui ont été rendus.

Pour moi, l'héritage de Mandela est indissociable des luttes qui ont conduit à la victoire dont sa libération fut le symbole, et de la mobilisation à partir de laquelle l'apartheid sud-africain a pu être aboli. Pour être fidèle à l'esprit de Mandela, qui a toujours insisté sur le caractère collectif du combat qui était le sien, il convient d'évoquer le nom de quelques-unes de ses camarades qui ont joué un rôle essentiel dans l'élimination de l'apartheid. Ainsi je me souviens de Ruth First et de Joe Solvo, de Walter et Aubertina Sisulu, de Govan Mbeki, d'Olivier Tambo, de Chris Hani et de tant d'autres qui ne sont plus aujourd'hui parmi nous.

Bien que ce déferlement unanime de louanges envers Nelson Mandela soit très émouvant, il me paraît important de s'interroger sur le sens de cette consécration. Je sais que Mandela lui-même, qui se considérait comme un individu ordinaire, aurait tenu à ne pas être sacralisé de la sorte, et aurait exigé que l'on donne à ses camarades de lutte toute la place qu'ils et elles méritaient. Il n'en reste pas moins que Mandela était hors du commun mais, en tant qu'individu, il était d'autant plus remarquable qu'il s'insurgeait contre la personification qui le mettait en avant au détriment de ceux et celles qui luttaient à ses côtés. Et c'est précisément ça qui le différenciait profondément des autres, c'était précisément ce refus critique de se souscrire à l'individualisme qui correspond à une composante idéologique si fondamentale du néolibéralisme.

J'aimerais donc profiter de cette occasion pour remercier tous ceux et toutes celles – et notamment les membres, en exil à l'époque, de l'ANC et du Parti communiste sud-africain – qui se sont attachés à construire ici même, au Royaume-Uni, un mouvement anti-apartheid exemplaire et efficace. Dans les années 1970 et 1980, je me suis rendue à de nombreuses reprises au Royaume-Uni pour participer à des manifestations anti-apartheid : je remercie les femmes et les hommes qui en ont été à l'initiative et je les félicite pour leur engagement en faveur de la liberté aussi indéfectible que celui de Nelson Mandela. Le fait d'avoir participé à ces manifestations a joué un rôle aussi déterminant dans ma formation politique que les mouvements de solidarité qui m'ont sauvé la vie.

Alors que je pleure aujourd'hui la disparition de Nelson Mandela, je tiens à exprimer ma profonde gratitude à tous ceux et toutes celles qui ont maintenu vivant le combat contre l'apartheid durant tant de décennies – toutes ces décennies qui ont été nécessaires pour enfin débarrasser le monde du racisme et de la répression liés au système de l'apartheid. Permettez-moi de saluer au passage, l'esprit de la Constitution sud-africaine et son rejet explicite du racisme et de l'antisémitisme aussi bien que du sexisme et de l'homophobie.

Une fois de plus, je me joins à vous dans le cadre d'une campagne contre un autre régime d'apartheid, cette fois en solidarité avec les luttes du peuple palestinien. Car comme l'a dit Nelson Mandela, « nous ne savons que trop bien que notre liberté est incomplète sans celle des Palestiniens ».

L'émergence politique de Mandela s'est produite dans le contexte particulier d'un internationalisme qui nous incitait alors à établir des liens entre les différentes luttes d'émancipation : entre les luttes noires du sud des États-Unis, notamment, et les mouvements de libération africains – dirigés par l'ANC en Afrique du Sud et les MPLA en Angola, la SWAPO en Namibie, le FRELIMO au Mozambique et le PAIGC en Guinée-Bissau et au Cap-Vert. Ces solidarités internationales ne se limitèrent pas aux populations afro-descendantes, mais s'exprimèrent également à l'égard des luttes d'émancipation asiatiques et latino-américaines, comme en témoigne la solidarité avec la révolution cubaine et contre l'agression militaire au Vietnam.

Un demi-siècle plus tard, indépendamment de la façon, bonne ou mauvaise, dont ces luttes se sont terminées, nous sommes tributaires de ces mouvements de solidarité : source d'espoir et d'inspiration, ils ont contribué à penser concrètement les conditions pour avancer.

Nous avons aujourd'hui la responsabilité d'aider nos sœurs et nos frères de Palestine dans leur combat contre l'apartheid israélien. Leurs luttes comptent de nombreuses similitudes avec celles contre l'apartheid sud-africain, l'une des analogies les plus frappantes étant la condamnation idéologique qui frappe leur lutte de libération qu'on fait passer pour du terrorisme. À ce propos, j'ai appris que nous disposons désormais des preuves indiquant la collaboration historique de la CIA et le gouvernement d'apartheid sud-africain, et que, c'est semble-t-il un agent de la CIA qui, en 1962, a fourni aux autorités sud-africaines les informations nécessaires pour localiser Nelson Mandela, conduisant ainsi directement à sa capture et à son emprisonnement.

J'ajouterais qu'il a fallu attendre 2008 pour que le nom de Mandela soit retiré de la liste des terroristes des États-Unis. Georges W. Bush a en effet signé un décret le rayant enfin de cette liste, avec d'autres membres de l'ANC. Cela signifie que quand Mandela s'est rendu aux États-Unis après sa libération en 1990 et quand, plus tard, il y a séjourné en tant que président d'Afrique du Sud, il figurait toujours sur cette liste noire et son interdiction de séjour aux États-Unis a dû alors, être à chaque fois levée pour l'occasion.

Ce que j'aimerais que vous compreniez, c'est que pendant très longtemps, Mandela et ses camarades ont partagé le même statut que nombres de dirigeant.es ou de militant.es palestinien.nes aujourd'hui. Et de la même manière que les États-Unis ont explicitement collaborés avec le gouvernement d'apartheid sud-africain, ils continuent à soutenir l'occupation israélienne de la Palestine, sous la forme d'une aide militaire qui s'élève aujourd'hui à plus de 8,5 millions de dollars par jour. Nous devons faire savoir à l'administration Obama que le monde entier sait combien les États-Unis sont impliqués dans l'occupation de la Palestine.

C'est pour moi un honneur de participer à cette rencontre, tout particulièrement en tant que membre du comité international des détenu.es politiques qui vient de se constituer au Cap – et qui réclame la libération des prisonniers et prisonnières politiques palestinien.nes –, et du Tribunal Russell pour la Palestine. Je voudrais, à cette occasion,

remercier War on Want d'avoir mis sur pied cette conférence et tou.tes les étudiant.es, enseignant.es et employé.es progressistes de l'université SOAS de nous avoir permis d'être ici ce soir.

Cette conférence a pour objet la nécessité d'élargir le mouvement BDS – le mouvement « boycott, désinvestissement, sanctions » réclamé par la société civile palestinienne – , qui a été conçu sur le modèle efficace du mouvement anti-apartheid en Afrique du Sud. Même si ce boycott cible de nombreuses sociétés transnationales – comme **Veolia**, mais aussi, et la liste est loin d'être exhaustive, **Sodastream**, **Ahava**, **Caterpillar**, **Boeing** et **Hewlett Packard** – , nous nous concentrerons ici sur la société **G4S**.

Cette société joue un rôle en effet déterminant parce qu'elle participe directement et ouvertement au maintien et à la reproduction de l'appareil répressif en Palestine – à savoir les prisons, les checkpoints et le mur de l'apartheid, pour ne citer que quelques exemples. G4S est symptomatique de la place prépondérante de ce que l'on appelle la « sécurité » en régime néolibéral, et des idéologies sécuritaires qui encouragent non seulement la privatisation de la sécurité, mais aussi la privatisation des prisons, de la guerre, de la santé et de l'éducation.

G4S est responsable des violences infligées aux prisonniers et prisonnières politiques en Israël. Par le biais de l'organisation Addameer, dirigée par Sahar Francis, nous disposons aujourd'hui d'informations terrifiantes sur le système de torture et d'emprisonnement auquel sont confrontés tant de Palestinien.nes, mais nous sommes également informé.es de leurs grèves de la faim et des autres formes de résistances qui se mettent aujourd'hui en place.

G4S est la troisième plus grande société privée au monde. Sur son site Internet elle se vante de pouvoir assurer la protection d'un large éventail « de personnes et de biens » : il s'agit autant de « garantir un voyage agréable et sécurisé dans les ports et aéroports du monde entier » aux stars du rock et du sport, que « d'assurer la détention et l'escorte de personnes qui ne sont pas légalement autorisées à demeurer dans un pays ».

« De bien plus de façons que vous ne pouvez l'imaginer, peut-on lire sur ce site, G4S sécurise votre monde. » Peut-être devrions-nous ajouter : de bien plus de façons que nous ne pouvons l'imaginer, G4S s'est insinué dans nos vies sous prétexte de sécurité et de sûreté de l'État : cela va des méthodes d'incarcération politique et de torture que subissent les Palestinien.nes aux technologies racistes de séparation et d'apartheid ; du mur d'Israël à celui qui longe la frontière américano-mexicaine, jusqu'à l'organisation carcérale de certaines écoles aux États-Unis. G4S – Israël a notamment fourni à la prison de HaSharon, qui compte des enfants parmi ses détenus, et à la prison Damun, où sont incarcérées des femmes, des technologies de contrôle sophistiquées.

C'est contre ce dispositif que nous devons nous atteler à considérer l'ampleur de l'implication de G4S dans le complexe industrialo-carcéral mondial. Non seulement la société G4S possède et exploite des prisons privées dans le monde entier, mais elle contribue également à brouiller les frontières entre l'école et la prison. Aux États-Unis, les

écoles destinées aux communautés non-blanches les plus démunies sont tellement insérées dans le système sécuritaire qu'on a parfois du mal à faire la distinction entre les établissements scolaires et les prisons. Les écoles ressemblent de fait à des prisons : elles utilisent les mêmes technologies de détection et elles ont parfois recours aux mêmes agents des forces de l'ordre. Aux États-Unis, la surveillance de certaines écoles primaire est assurée par des policiers armés. Et une tendance récente, dans les secteurs scolaires qui n'ont pas les moyens de se payer des sociétés de sécurité comme G4S, consiste à armer les enseignants. On leur propose même des exercices de tir. Je vous assure que ce n'est pas une blague.

G4S est directement impliquée dans le fonctionnement de certaines écoles. Un site Internet intitulé « Great Schools » contient des informations sur la Central Pasco Girls Academy en Floride, qui est présentée comme une petite école publique alternative. Si vous jetez un coup d'œil à la page « Youth Services Facilities » (« établissements pour la jeunesse ») du site G4S, vous découvrirez la mention suivante : « La Central Pasco Girls Academy accueille des jeunes filles à risque modéré, âgées de 13 à 18 ans, considérées comme nécessitant des soins de santé mentale intensifs. » G4S indiquent qu'ils utilisent dans cette école des « services adaptés aux besoins particuliers des jeunes filles » et qu'ils luttent notamment contre les abus sexuels et la toxicomanie. Cela pourrait paraître relativement inoffensif, mais c'est en réalité un exemple frappant de la manière dont la sécurité s'est immiscée à l'intérieur même du système éducatif, et dont l'éducation et l'institution carcérale sont aujourd'hui liées et placées sous le signe du profit capitaliste. Cela démontre également que la portée du complexe industrialo-carcéral dépasse de très loin l'univers carcéral.

G4S, qui assure la « sécurité » de nombreux organismes et propose donc, aux États-Unis, des services de rééducation pour jeunes filles « à risque » – tout en gérant le fonctionnement de prisons privées en Europe, en Afrique et en Australie – , fournit également des équipements et des services aux checkpoints israéliens en Cisjordanie – le long du tracé du mur d'apartheid ainsi qu'aux points de passage à partir desquels Gaza est maintenu sous un blocus permanent. G4S fournit également de l'équipement et des services à la police israélienne en Cisjordanie, et assure la sécurité de certaines entreprises et habitations privées dans les colonies israéliennes illégales de la Palestine occupée.

Les sociétés pénitentiaires privées le reconnaissent publiquement : le secteur le plus rentable du complexe industrialo-carcéral est la détention et l'expulsion de migrants. Aux États-Unis, G4S assure le transport des personnes expulsées vers le Mexique, se rendant ainsi complice des pratiques états-uniennes de plus en plus répressives en matière d'immigration. Mais c'est ici, au Royaume-Uni, qu'à eu lieu l'affaire la plus scandaleuse liée à l'expulsion d'un sans-papiers.

Lors de mon dernier séjour à Londres, au mois d'octobre, à l'occasion d'une conférence au Birkbeck College, j'ai pu rencontrer Deborah Coles, la codirectrice de l'association Inquest : elle m'a détaillé le cas de Jimmy Mubenga qui a été tué par des employés du G4S au cours de son expulsion du Royaume-Uni vers l'Angola. À bord d'un

avion de la British Airways, les mains menottées derrière le dos, Mubenga a été poussé de force contre le siège qui était devant lui par les agents de sécurité de G4S qui lui ont fait pour empêcher ses cris d'être entendus dans l'avion, ce qu'ils appellent un « tapis de karaoké » (*carpet karaoke*). Ce genre de méthode, bien qu'interdite par la loi, est assez stupéfiant : la personne détenue est contrainte de « crier dans le tapis » – ou, dans le cas de Mubenga, dans le siège rembourré devant lui –, ce qui étouffe ses protestations et les rends inintelligibles. Jimmy Mubenga a été maintenu dans cette position pendant quarante minutes, et personne n'est intervenu. Lorsqu'on a finalement tenté de le secourir, il était mort.

Ce traitement scandaleux des personnes sans-papiers, au Royaume-Uni aussi bien qu'aux États-Unis, nous oblige à faire un parallèle avec les Palestinien.nes désormais déclaré.es en situation irrégulière sur leurs terres ancestrales. Je dis bien : sur leurs propres terres. Et ce sont des sociétés comme G4S qui fournissent les moyens techniques pour opérer cette tragique farce.

Comme dit précédemment, G4S est impliquée dans la gestions de prisons privées partout dans le monde. Le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU) s'est récemment exprimé contre cette société qui gère notamment le centre correctionnel de Mangaung dans la province de l'État-Libre, dénonçant le licenciement de quelques trois cents membres du syndicat de la police pour fait de grève. Selon la déclaration du COSATU :

« La manière de procéder de G4S est révélatrice de deux aspects les plus inquiétants du néolibéralisme et de l'apartheid israélien : l'idéologie de la « sécurité » et la privatisation croissante de secteurs traditionnellement gérés par l'État. La sécurité, dans ce contexte ne veut pas dire la sécurité pour tous. Quand on se réfère aux principaux clients de G4S Security (des banques, des gouvernements, des grandes compagnies, etc.), il devient évident que quand cette société dit « sécuriser notre monde », comme l'affirme son slogan, elle se réfère à un monde où règnent l'exploitation, la répression, l'occupation et le racisme. »

Quand, il y a deux ans, je me suis rendue en Palestine avec une délégation de féministes indigènes (*indigenous and women-of-color*), universitaires et militantes, la plupart d'entre elles visitaient la Palestine pour la première fois. Nous étions pour la plupart d'entre nous impliquées depuis des années dans des actions de solidarité avec la Palestine, mais nous avons toutes été profondément choquées de découvrir le caractère éhonté et la virulence de la répression liées aux colonies de peuplement israéliennes. L'armée israélienne n'a fait aucun effort pour dissimuler ou même atténuer la réalité de la violence infligée à la population palestinienne. Les militaires armés, hommes ou femmes – certains même extrêmement jeunes –, quadrillaient les environs de toute part. Le mur, le béton et les barbelés omniprésents nous donnaient l'impression d'être en prison. Avant même d'être proprement arrêté.es, les Palestinien.nes sont déjà enfermés dans une prison : il leur suffit ensuite d'un faux pas pour être interpellé.es et jeté.es dans une cellule, passant ainsi d'une prison à ciel ouvert, à une prison fermée.

G4S incarne cet univers carcéral si manifeste en Palestine mais qui caractérise également de plus en plus l'engouement des multinationales motivées par le profit, pour l'incarcération de masse aux États-Unis comme partout dans le monde.

On compte chaque jour aux États-Unis près de 2,5 millions de personnes enfermées dans les prisons fédérales et les prisons d'État, dans les prisons militaires ainsi que dans les prisons des Territoires indiens et les centres de détention pour migrants. Il s'agit ici d'un recensement quotidien, qui ne reflète donc pas le nombre de personnes qui passent chaque semaine, chaque mois ou chaque année à travers le système carcéral. La majorité des personnes incarcérées sont non-blanches. Et le groupe qui augmente le plus vite est celui des femmes – des femmes non-blanches. Nombre de personnes incarcérées sont queer ou trans. Dans les faits, les personnes trans non-blanches constituent la catégorie la plus susceptible d'être arrêtée et mise en prison. Le racisme alimente ainsi le maintien, la reproduction et l'expansion du complexe industrialo-carcéral.

Ainsi quand nous disons qu'il faut abolir le complexe industrialo-carcéral, nous devons dire aussi qu'il faut mettre fin à l'apartheid et à l'occupation de la Palestine !

Aux États-Unis, quand on évoque – tout particulièrement devant un auditoire majoritairement composé de Noir.es – la ségrégation en Palestine occupée, qui reproduit si fidèlement l'apartheid historique engendré par le racisme dans le sud des États-Unis, les gens réagissent souvent en disant : « Mais pourquoi personne ne nous a-t-il jamais parlé de tout cela avant ? Pourquoi personne ne nous a-t-il parlé des autoroutes séparées qui permettent de rejoindre les différentes colonies, ou des panneaux en hébreu qui organisent la ségrégation des piétons (lesquels ne sont pas tellement différents des panneaux associés aux lois Jim Crow dans le sud des États-Unis) ? Pourquoi personne ne nous en a-t-il jamais parlé avant ? »

De même que nous avons dit « plus jamais ça » à propos du fascisme qui a engendré l'Holocauste, nous devons dire « plus jamais ça » à propos de l'apartheid en Afrique du Sud et dans le sud des États-Unis. Ce qui implique en première comme en dernière instance, d'étendre et d'approfondir notre solidarité envers le peuple Palestinien. Solidaires quel que soit le genre ou l'orientation sexuelle. À l'intérieur comme à l'extérieur des murs de prison. À l'intérieur comme à l'extérieur du mur d'apartheid.

Boycott de G4S ! Soutien à BDS !

Pour une Palestine libre !

Merci.

Aux cotés de Malcom X et Martin Luther King, Angela Davis est une grande figure du mouvement Noir américain. Elle adhère au Parti Communiste vers 18 ans et devient membre des Black Panthers en 1967. Militante révolutionnaire, se battant pour l'égalité des noirs et des blancs mais également pour l'émancipation des travailleurs, elle comprend très vite que seule l'unité des mouvement sociaux et politiques entre blanc et noir, homme et femme permettra de combattre la classe dirigeante. C'est cette compréhension qu'elle paiera en étant condamnée à mort en 1972. C'est une mobilisation d'une ampleur internationale qui permit sa libération. Aujourd'hui, elle est toujours militante des luttes sociales et politiques aux États-Unis.

**« La jeunesse est plus révoltée et plus créative que jamais.
C'est elle qui me permet de continuer à avancer. »**

Un entretien avec Angela Davis sur les banlieues, Multitudes.net (2005)

